- 

## Covid-19

[1]

**Approximations, engagements non tenus, pressions, absence de moyens humains et matériels… le report de la reprise est la seule solution !**

En à peine 24 heures, alors que partout les équipes se sont attaquées, avec une bonne dose de courage mais aussi de dépit ou de colère à la mission impossible imposée, plusieurs faits ou annonce viennent sérieusement assombrir un tableau déjà noir.

Le document ou protocole simplifié annoncé lors du CHSCTA du 5 mai, n'était toujours pas parvenu aux écoles jeudi soir. Quand on sait que c'est plus de 400 documents qui doivent être visés par les IEN et qu'ils doivent être co-signés par M le Préfet et M l'Inspecteur pour le jeudi 7 mai soir dernier carat, on mesure le sérieux de la procédure. En Indre et Loire, nous n'avons aucune information sur ce dernier point.
Des écoles indiquent dans ces « schémas locaux » l'impossibilité d'appliquer une ou plusieurs des exigences du protocole national. Elles attendent le retour de leur IEN pour y apporter une réponse et même ne pas ouvrir !
Pire encore, l'existence de coups de pression par les IEN, les mairies… Nous vous alertons à nouveau, tout n'est pas acceptable, tout n'est pas possible au nom de la reprise car notre responsabilité peut être clairement engagée !

Nombre de directeurs et directrices (mais pas que) sont à la limite de la rupture. Le stress et l'angoisse liés à cette reprise concerne un grand nombre de collègues et créent des tensions dans de nombreuses écoles car ce qui est demandé n'est tout simplement pas faisable humainement et matériellement dans un délai si court et ce avec la meilleure volonté.

Ainsi, sur la question de la gestion des ressources humaines (et oui ça existe) , le Ministre de l'Education a découvert hier que les enseignant-es et AESH étaient aussi des salariés avec des droits dont celui lié à la garde des enfants maintenu jusqu'au 31 mai ! Et les médecins traitants moins confiants que lui dans les conditions de la reprise ne permettent pas la reprise de nombreux personnels.
Le manque de personnel (enseignant-es, AESH, ATSEM) pour assurer le respect du protocole, dans tous les espaces, pour tous les élèves et à tout moment est clairement un critère pour limiter l'accueil et même pour ne pas ouvrir les écoles.

Les engagements de Mme la Rectrice, sur les masques, gel et lingettes, viennent de disparaître.
Pour les lingettes virucides, il n'y en aura pas le 11,le 12, le 14.. et peut être jamais.
Quant aux masques FFP1 promis (nous ne parlons même plus des FFP2), ils se transforment parfois en masques "grand public" et la promesse de disposer de 12 jours de stocks dans les écoles est réduite à 2 ou 3 jours… après on referme les portes !
Côté gel hydroalcoolique, le moins que l'on puisse dire est que les retours des écoles ne vont pas dans le sens des propos de Mme la Rectrice : une bouteille par enseignant et par semaine ! Dans de nombreuses communes ce sont les Mairies qui viennent sauver l'Education Nationale.
Dans certaines écoles, il manque encore simplement du savon et du papier pour les mains.

Tout cela va forcément améliorer le niveau de confiance déjà au plus bas et personne ne pourra s'en étonner.

Ajoutons à cela que malgré les engagements du ministre, de la Rectrice et de l'IA, les messages distillés sur le

distanciel ou le présentiel, ou plutôt sur le distanciel et en même temps le présentiel, manquent beaucoup de clarté. En résumé, c'est du style "pas deux journées en une mais si vous pouvez faire un effort ce serait mieux !".

Cela aussi est insupportable et inexcusable.

Une addition "d'approximations", d'engagements non tenus et de pressions dévastatrices qui vient donc encore alourdir un climat déjà terriblement pesant.

Notre employeur, comme tous les employeurs, a le devoir de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité et la santé de tous ses personnels.

Ce qui se profile à l'horizon rapproché, le 12, le 14 ou le 18/05, ne garantit rien en la matière.

Dans ces conditions et après avoir épuisé toutes nos capacités pour expliquer et convaincre, aussi bien au niveau national, académique que départemental, le SNUIPP-FSU invite tous ses collègues à ne pas hésiter à prendre les décisions qui s'imposent s'ils se sentent trop atteints ou même en danger pour continuer.

Très clairement, nous parlons ici d'arrêts de travail mais aussi de droit d'alerte et de droit de retrait.

Nous savons les dilemmes vécus, nous savons les tonnes de scrupules qui nous envahissent mais nous savons aussi le résultat quand on fait le pas de trop.

Cordialement Paul AGARD pour la FSU-SNUipp37

**DÉCLARATION CAPD 5 MAI 2020**

La FSU porte des valeurs fortes pour l'école qui fondent son identité. L'école est celle du service public, celle de tous, celle qui doit avoir pour ambition d'élever **tous** les élèves au sens propre du terme, de leur permettre de s'épanouir intellectuellement et socialement en se construisant les uns avec les autres. Au-delà de l'acquisition de savoirs, l'école républicaine doit avoir pour objectifs la compréhension de l'autre et la compréhension de l'importance de se construire avec l'autre.

C'est dans une pédagogie de l'interaction et dans la prise en compte de la diversité des élèves au sein de nos écoles que l'école républicaine pourra remplir son rôle et permettre à tous de s'épanouir et de s'émanciper cherchant ainsi à gommer les inégalités sociales.

Le contexte sanitaire nous a imposé le confinement et la fermeture des écoles. Bien qu'une continuité pédagogique à distance ait été demandée et mise en place, cette dernière ne peut en aucun cas se substituer à l'enseignement en présentiel parce que l'enseignement est intrinsèquement lié aux rapports humains dans ce qu'ils ont de plus sensibles, de spontanés et qu'il relève de l'interaction et de la co-construction.

Alors qu'au nom de la lutte contre les inégalités scolaires (dénoncées par ailleurs depuis longtemps par la FSU) un plan de reprise de l'école a été mis en place pour toutes les écoles le 12 mai et qu'il est demandé aux enseignants l'application d'un protocole sanitaire froid, qui ne repose que sur des contingences sanitaires et en aucun cas pédagogiques, la FSU-SNuipp 37 dit non :

- à des aberrations dans la mise en place du protocole sanitaire avec des enfants de maternelle notamment mais avec des enfants d'élémentaire également

- à un climat anxiogène dans une école qui se doit d'être sécurisante

- à la mise en place d'une pédagogie descendante résultant d'un trop grand nombre d'élèves de retour en classe

- à la surdité du gouvernement face aux alertes des enseignants sur une reprise trop rapide et mal organisée, déconnectée de la réalité du terrain

Nous souhaitons que les élèves et les enseignants puissent retourner à l'école mais bien à l'école avec tout ce

qu'elle représente comme objectifs de construction, et non dans une sorte de garderie où les enfants perdront leurs repères et tous les acquis sociaux préconstruits.

Si depuis le début de la crise sanitaire nous défendons sans relâche la sécurité des personnels, nous souhaitons conjointement que les enseignants puissent continuer à faire vivre leur pédagogie et à faire progresser leurs élèves dans un climat de confiance, de respect et de sécurité sanitaire. Un retour en classe ne peut s'imaginer sans prendre en compte l'expertise pédagogique des enseignants et leurs connaissances de leurs élèves et de leur territoire.

Pour cela, nous demandons le report de l'ouverture des écoles pour laisser le temps à chaque conseil des maitres de proposer un plan et une date de reprise prenant en compte la spécificité de leur territoire, de leur école et de leurs élèves, et permettant ainsi la mise en place d'une réelle continuité pédagogique avec l'avant confinement.

**URL source:** https://snuipp37.fr/snu2/edito-10-mai-2020

**Liens**
[1] https://snuipp37.fr/snu2/edito-10-mai-2020